

Été 2018 : pouvoir, crime, police - danger devant !

■ **Mardi 31 août au soir, place de la Chapelle à Paris, une bagarre provoque de nombreux blessés. Les habitants s'alarment. Le lendemain à Alençon, une rixe sanglante fait un mort et huit blessés. La police y craint des représailles. Enfin, à Orly, une bagarre entre les rappers Booba et Kaaris et leurs bandes, paralyse l'aéroport. Quel regard porter sur cette montée de la violence en France ? Dans la France de 2018, quel bilan dresser sur l'insécurité et les violences du quotidien ?**

Le désastreux duo Hollande-Taubira négligea naguère la sécurité de la France, rayon crime comme terrorisme. Pire encore, le fictif M. Cazeneuve, ministre de l'Intérieur genre roquet, bon pour aboyer - mais filant sous l'armoire, dès que ça craint. Or depuis, le nouveau tandem de sécurité du président Macron, M. Collomb à l'Intérieur et Mme Belloubet à la justice, est tout aussi incapables que ses devanciers de faire proprement son boulot - restaurer durablement la sécurité en France. Seule nuance : Cazeneuve-Taubira survolaient l'anarchie ambiante en mode fringant et Collomb-Belloubet, font plutôt dans l'absent-égaré-pathétique - le résultat final restant l'anarchie dans les rues.

Là, règnent des bandes d'autant plus insolentes que le gouvernement délaisse sa police et ses gendarmes, pourtant première ligne de l'ordre et de la sécurité en France, et semble même contourner la police légitime en confiant d'extravagantes missions de sécurité à des zozos type Benalla. Honte pour la France, quand le bizarre Benalla est rattrapé par la justice, qui vole (médiatiquement) à son secours ? L'un des affairistes les plus glauques de la Ve République et une entremetteuse du monde de la nuit, star de la com' dérangeante - brutale dégringolade, de la République impeccable au cloaque des bas-fonds. Concluons sur ce point : au quotidien désormais, la sécurité est défaillante, du centre des grandes villes à la campagne profonde en passant par la France périurbaine.

■ **Qui sont les plus concernés et quel est le profil de ceux qui la provoque ?**

L'auteur l'a dit cent fois, la France a *un seul* problème criminel - énorme : ces quartiers hors contrôle qui s'embrasent quand on touche à un voyou, demain à un terroriste ; quartiers où déferle la cocaïne qui inonde la France ; quartiers d'où sont issus l'évadé au long cours Redouane Faïd et Redouane Lakdim, l'assassin du col. Beltrame. Quartiers où, depuis un-demi siècle, une fort corrompue *Politique de la ville* enracine le crime, la terreur et les trafics.

Insistons : les lynchages de policiers, ou les attentats les visant, adviennent sur les territoires de la "politique de la ville" dont tous les gouvernements successifs de la Ve République, l'actuel y compris, refusent hystériquement d'admettre la dimension criminelle-terroriste.

Or dans la période 2015-2018, tous les attentats commis en France sont le fait d'individus issus de l'immigration - et de ces quartiers : d'où les récents sondages montrant l'hostilité résolue des Français face aux vagues de migrants hors-contrôle, libres de s'affronter sur notre sol, d'agresser qui bon leur semble ou de vendre en masse des stupéfiants.

Qui s'entretue porte de la Chapelle et vend du *crack* dans le métro parisien ?

Quelles bandes assassinent à Alençon ?

D'où proviennent les rappeurs ravageant Orly ?

Le plus souvent ces malfaiteurs sont issus de l'immigration, ou sont des clandestins, retranchés dans ces quartiers coupe-gorge où les forces de l'ordre sont impuissantes. Des clandestins issus d'un trafic de migrants vers l'Europe, *business* criminel rapportant chaque mois des millions d'euros à des caïds aidés de pseudo-humanitaires à leur solde.

■ ***De quels moyens disposent les forces de l'ordre et la justice pour réagir ?
Les réactions des pouvoirs publics, sont-elles à la hauteur ?***

Les forces de l'ordre et la justice disposent de tout le nécessaire pour réagir. Sans un euro ni une loi de plus, à effectif constant, la République peut rétablir l'ordre en métropole. Tout est affaire de décision politique. Si ce gouvernement ou tout autre décide le retour à l'ordre - dans le strict respect de l'Etat de droit, la France étant à l'origine même de cet exigeant concept - il dispose d'un superbe appareil renseignement-prévention-répression, préférant mille fois libérer les Français du crime, du fanatisme et de la terreur, que de subir injures et coups en silence, sans riposter et en serrant les dents - ce qui est à présent son lot quotidien.

■ ***Que faire pour réduire significativement l'insécurité en France ?***

Reprendre le contrôle des cent cités et quartiers hors-contrôle les plus toxiques de France. Y implanter une bonne fois pour toutes des gendarmeries ou commissariats, pour y interdire le *business* criminel - au grand bonheur des habitants de ces quartiers et cités, vivant dans la soumission et la peur. Libérer ces cités, c'est *d'un seul coup* paralyser le trafic de stupéfiants et l'économie souterraine autour des métropoles ; c'est libérer les réseaux de transports des bandes prédatrices qui y rôdent ; c'est restaurer le calme dans les écoles, collèges et lycées de la France urbaine et périurbaine.

Ce diagnostic est fait de longue date : au gouvernement de le suivre. Même, ce serait dans son intérêt, voici pourquoi : depuis le feuilleton-Benalla, le pouvoir a perdu la confiance de la police, de ses cadres et de son infanterie de terrain. Or dans l'histoire de la République, le divorce pouvoir-police n'est jamais bon - exemple pas si ancien, la chute en 1958 de la IV^e République, après une grève de la police. ■